

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1964 Nr. 121

A. TITEL

*Briefwisseling tussen de Nederlandse, de Belgische en de Luxemburgse Regering enerzijds, en de Zwitserse Bondsraad anderzijds, betreffende het recht op terugkeer van werkende vluchtelingen;
Bern, 14 mei 1964*

B. TEKST

Nr. I

AMBASSADE ROYALE
DE BELGIQUE

AMBASSADE DU GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

AMBASSADE ROYALE
DES PAYS-BAS

Berne, le 14 mai 1964.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements des pays du Benelux sont disposés à conclure avec le Conseil fédéral suisse un Accord concernant le droit de retour des réfugiés travailleurs dans les termes suivants, qui sont soumis à Sa haute considération:

„Le Conseil fédéral suisse, d'une part, et, d'autre part, les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, agissant de concert en conformité de la Convention du 11 avril 1960, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux;

Désireux de faciliter le mouvement et l'emploi des réfugiés travailleurs sur leur territoire;

Se basant sur les dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au Statut des Réfugiés et la Recommandation du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique du 15 novembre 1958 (C/58/196 final) relative aux réglementations et pratiques administratives régissant les mouvements et l'emploi des réfugiés, Recommandation entérinée par décision du Conseil de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques en date du 30 septembre 1961 (OECD/C (61) 5);

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Aux termes du présent Accord il faut entendre: par „les pays du Benelux”: le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas; par „territoire du Benelux”: l'ensemble des territoires en Europe du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

Par „autorisation de séjour provisoire”: l'autorisation de se rendre dans un des pays du Benelux pour une période de plus de trois mois.

Par „titre de séjour” aux termes de l'article 6:

en Suisse: le permis de séjour;

en Belgique: un certificat d'inscription au registre des étrangers ou une carte d'identité pour étrangers;

aux Pays-Bas: une autorisation de séjour sous forme de cachet apposé sur le document de voyage ou d'identité de l'étranger ou un formulaire de permis de séjour;

au Luxembourg: une carte d'identité pour étrangers.

Article 2

Les réfugiés résidant régulièrement en Suisse et détenteurs d'un titre de voyage pour réfugiés, délivré par les autorités suisses, conformément à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au Statut des Réfugiés, qui se rendent sous le couvert d'une „autorisation de séjour provisoire” dans un des pays du Benelux en vue d'y exercer un emploi rémunéré bénéficient, pendant une période de deux ans, d'un droit de retour en Suisse. Cette „autorisation de séjour provisoire” est apposée sous forme de cachet dans le titre de voyage du réfugié.

Article 3

Les réfugiés résidant régulièrement en Suisse et qui se sont rendus, à la faveur des dispositions de l'Accord entre les pays du Benelux et la Suisse relatif à la circulation des réfugiés de quatorze mai mil neuf cent soixante-quatre dans un des pays du Benelux, où ils ont été autorisés ultérieurement à résider et à prendre un emploi rémunéré, ne sont pas considérés pendant une période de deux ans comme

établis, au sens de l'Accord précité, dans le pays où ils exercent leur emploi; pendant cette période le droit de retour en Suisse leur reste acquis.

Article 4

Les réfugiés résidant régulièrement dans un des pays du Benelux et détenteurs d'un titre de voyage pour réfugiés, délivrés par les autorités d'un des pays du Benelux, conformément à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au Statut des Réfugiés, qui se rendent en Suisse sous le couvert d'un visa en vue d'y exercer un emploi rémunéré bénéficient, pendant une période de deux ans, d'un droit de retour sur le territoire du pays du Benelux qui leur a délivré le titre de voyage.

Article 5

Les réfugiés résidant régulièrement dans un des pays du Benelux et qui, à la faveur des dispositions de l'Accord entre les pays du Benelux et la Suisse relatif à la circulation des réfugiés du quatorze mai mil neuf cent soixante-quatre, se sont rendus en Suisse où ils ont été autorisés ultérieurement à résider et à prendre un emploi rémunéré, ne sont pas considérés pendant une période de deux ans comme établis, au sens de l'Accord précité, en Suisse; pendant cette période le droit de retour dans le pays du Benelux qui leur a délivré le titre de voyage leur reste acquis.

Article 6

Le délai de deux ans dont il est question aux articles 2 à 5 prend cours à dater de la délivrance d'un titre de séjour par les autorités du pays où le réfugié exerce son emploi rémunéré. Les autorités suisses et les autorités des pays du Benelux prennent en vertu du présent Accord les dispositions nécessaires afin que les titres de voyage dont sont munis les réfugiés travailleurs ainsi que le droit de retour qui y est attaché soient valables pendant ladite période de deux ans.

La prorogation ou le renouvellement de ces titres de voyage est accordé même si les intéressés ont déjà obtenu un titre de séjour dans le pays où ils exercent leur emploi.

Article 7

Les réfugiés travailleurs sont considérés comme ayant été autorisés à résider durablement en Suisse ou dans le pays du Benelux où ils exercent leur emploi et tombant de ce fait sous la protection des autorités du pays de résidence après l'échéance du délai fixé aux articles précédents.

Article 8

Les réfugiés travailleurs restent soumis pendant leur séjour en Suisse ou dans un des pays du Benelux aux dispositions qui y sont en vigueur à l'égard des étrangers.

Article 9

Le présent Accord entrera en vigueur le quinze juin mil neuf cent soixante-quatre et restera valable pour une année. S'il n'a pas été dénoncé par le Conseil fédéral suisse ou les Gouvernements des pays du Benelux un mois avant la fin de cette période, l'Accord sera prolongé pour une durée indéterminée. Le Conseil fédéral suisse ou les Gouvernements des pays du Benelux pourront le dénoncer ensuite, moyennant préavis de trois mois."

Si le Conseil fédéral suisse est disposé à conclure avec les Gouvernements des pays du Benelux un accord portant sur les dispositions précitées, nous avons l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente lettre et celle de teneur semblable, que Votre Excellence voudra bien nous adresser, constituent l'accord entre le Conseil fédéral suisse et les Gouvernements des pays du Benelux.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de notre plus haute considération.

Pour le Royaume de Belgique,

(s.) ROTHSCHILD

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,

(s.) P. MAJERUS

Pour le Royaume des Pays-Bas,

(s.) L. SAVELBERG

Son Excellence

Monsieur Friedrich Wahlen,

Conseiller Fédéral,

Chef du Département Politique fédéral,

Berne

Nr. II

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL

o.743.311.1.

Berne, le 14 mai 1964.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre de ce jour, Votre Excellence, ainsi que Messieurs les Ambassadeurs du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, ont bien voulu me faire savoir ce qui suit:

(zoals in Nr. I)

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Conseil fédéral suisse a approuvé le contenu de votre lettre commune. En conséquence, votre lettre et la présente réponse constitueront un accord entre le Conseil fédéral suisse et les Gouvernements des pays du Benelux concernant le droit de retour des réfugiés.

Des lettres similaires ont été adressées ce jour à Messieurs les Ambassadeurs du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

(s.) WAHLEN

Son Excellence

*Monsieur Léon Savelberg,
Ambassadeur du Royaume des
Pays-Bas en Suisse,
Berne*

C. VERTALING

Nr. I

KONINKLIJKE AMBASSADE VAN BELGIË
AMBASSADE VAN HET GROOTHERTOGDOM
LUXEMBURG
KONINKLIJKE AMBASSADE DER
NEDERLANDEN

Bern, 14 mei 1964.

Mijnheer de Bondsraad,

Wij hebben de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen dat de Regeringen der Beneluxlanden bereid zijn met de Zwitserse Bondsraad een Overeenkomst te sluiten inzake het recht op terugkeer van werkende vluchtelingen, waarvan de inhoud hierbij aan Uwe Excellentie ter kennisneming wordt voorgelegd:

De Zwitserse Bondsraad enerzijds, en de Regeringen van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden anderzijds, gezamenlijk handelend overeenkomstig de bepalingen van de Overeenkomst van 11 april 1960, inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied;

Verlangend het verkeer en de tewerkstelling van werkende vluchtelingen op hun grondgebied te vereenvoudigen;

Zich baserend op de bepalingen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen en op de Aanbeveling van de Raad van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking van 15 november 1958 (C/58/196 final) inzake de voorschriften en administratieve gebruiken voor het verkeer en de tewerkstelling van vluchtelingen, welke Aanbeveling is bekrachtigd bij beslissing van de Raad van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling van 30 september 1961 (OESO/C (61) 5);

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

In deze Overeenkomst dient te worden verstaan: onder „de Beneluxlanden”: het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden; onder „Beneluxgebied”: de gezamenlijke gebieden binnen Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden; onder „machtiging tot voorlopig verblijf”: de vergunning oiii zich naar een der Beneluxlanden te begeven voor een periode van meer dan drie maanden; onder „machtiging tot verblijf” in de zin van artikel 6:

- in Zwitserland: het „permis de séjour”; (verblijfsvergunning);
- in België: een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister of een identiteitskaart voor vreemdelingen;
- in Nederland: een verblijfsvergunning in de vorm van een op het reisdocument of op het identiteitspapier van de vreemdeling aangebracht stempel of een verblijfsvergunningsformulier;
- in Luxemburg: een identiteitskaart voor vreemdelingen.

Artikel 2

Wettig in Zwitserland verblijvende vluchtelingen, die in het bezit zijn van een reisdocument voor vluchtelingen, afgegeven door de Zwitserse autoriteiten overeenkomstig het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, en die zich op grond van een „machtiging tot voorlopig verblijf” naar een der Beneluxlanden begeven teneinde aldaar betaalde arbeid te verrichten, behouden gedurende een periode van twee jaar het recht op terugkeer naar Zwitserland. Deze „machtiging tot voorlopig verblijf” wordt in de vorm van een stempel op het reisdocument *vin* de vluchteling aangebracht.

Artikel 3

Wettig in Zwitserland verblijvende vluchtelingen, die zich op grond van de bepalingen van de Overeenkomst tussen de Beneluxlanden en Zwitserland inzake het reisverkeer van vluchtelingen van 14 mei 1964 naar een der Beneluxlanden hebben begeven en aldaar nadien

toestemming hebben verkregen tot verblijf en tot het aanvaarden van betaalde arbeid, worden gedurende een periode van twee jaar niet beschouwd als te zijn gevestigd, in de zin van voornoemd[^] Overeenkomst, in het land waar ze deze arbeid verrichten; gedurende deze periode behouden zij het recht op terugkeer naar Zwitserland.

Artikel 4

Wettig in een der Beneluxlanden verblijvende vluchtelingen[^] die in het bezit zijn van een reisdocument voor vluchtelingen, afgegeven door de autoriteiten van een der Beneluxlanden overeenkomstig het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, en die zich met een visum naar Zwitserland toegeven teneinde aldaar betaalde arbeid te verrichten, behouden gedurende een periode van twee jaar het recht op terugkeer naar het grondgebied van het Beneluxland dat hun het reisdocument heeft verstrekt.

Artikel 5

Wettig in een der Beneluxlanden verblijvende vluchtelingen, die zich op grond van de bepalingen van de Overeenkomst tussen de Beneluxlanden en Zwitserland inzake het reisverkeer van vluchtelingen van 14 mei 1964, naar Zwitserland hebben begeven en aldaar nadien toestemming hebben verkregen tot verblijf en tot het aanvaarden van betaalde arbeid, worden gedurende een periode van twee jaar niet beschouwd als in Zwitserland te zijn gevestigd in de zin van voornoemde Overeenkomst; gedurende deze periode behouden zij het recht op terugkeer naar het Beneluxland dat hijn het reisdocument heeft verstrekt.

Artikel 6

De periode van twee jaar, als bedoeld in de artikelen 2 t/m 5, gaat in op de datum waarop de verblijfsvergunning door de autoriteiten van het land waar de vluchteling betaalde arbeid verricht, is afgegeven. De Zwitserse autoriteiten en de autoriteiten van de Beneluxlanden treffen krachtens deze Overeenkomst de nodige njaatregelen opdat de reisdocumenten van de werkende vluchtelingen[^], alsmede het daaraan verbonden recht op terugkeer, gedurende bedoelde periode van twee jaar geldig blijven.

Deze reisdocumenten worden verlengd of vernieuwd, zelfs indien de betrokkenen in het land waar zij arbeid verrichten, reeds een verblijfsvergunning hebben verkregen.

Artikel 7

Na het verstrijken van de in de voorgaande artikelen vastgestelde termijn, wordt aangenomen dat werkende vluchtelingen toestemming hebben verkregen voor blijvende vestiging in Zwitserland of in het

Beneluxland waar zij arbeid verrichten en dat zij deswege onder bescherming staan van de autoriteiten van het land van verblijf.

Artikel 8

Werkende vluchtelingen zijn gedurende hun verblijf in Zwitserland of in een der Beneluxlanden onderworpen aan de aldaar ten aanzien van vreemdelingen geldende bepalingen.

Artikel 9

Deze Overeenkomst treedt in werking op 15 juni 1964 en blijft gedurende een jaar van kracht. Indien zij een maand voor het verstrijken van deze termijn niet door de Zwitserse Bondsraad of door de Regeringen der Beneluxlanden is opgezegd, wordt zij voor onbepaalde tijd verlengd. De Zwitserse Bondsraad of de Regeringen der Beneluxlanden kunnen de Overeenkomst vervolgens opzeggen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Indien de Zwitserse Bondsraad bereid is met de Regeringen der Beneluxlanden een in bovenstaande termen vervatte Overeenkomst te sluiten, hebben wij de eer Uwer Excellentie voor te stellen dat dit schrijven en een door Uwe Excellentie aan ons te richten schrijven van gelijke strekking, de Overeenkomst tussen de Zwitserse Bondsraad en de Regeringen der Beneluxlanden vormen.

Gelief, Mijnheer de Bondsraad, de verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

Voor het Koninkrijk België,
(w.g.) ROTHSCHILD

Voor het Groothertogdom Luxemburg,
(w.g.) P. MAJERUS

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
(w.g.) L. SAVELBERG

*Zijner Excellentie
De Heer Friedrich Wahlen,
Bondsraad,
Chef van het Politieke Bondsdepartement,
Bern*

Nr. II

POLITIEK BONDSDEPARTEMENT

0.743.311.1.

Bern, 14 mei 1964.

Mijnheer de Ambassadeur,

In Uw brief van heden hebben Uwe Excellentie, alsmede de Ambassadeur van het Koninkrijk België en de Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg, mij het navolgende doen weten:

(zoals in Nr. I)

Ik heb de eer U te bevestigen dat de Zwitserse Bondsraad de inhoud van Uw gezamenlijk schrijven heeft goedgekeurd. Derhalve zullen Uw schrijven en dit antwoord een Overeenkomst vormen tussen de Zwitserse Bondsraad en de Regeringen der Beneluxlanden inzake het recht op terugkeer van vreemdelingen.

Gelijkluidende brieven zijn heden verzonden aan de Ambassadeur van het Koninkrijk België en aan de Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg.

Gelief, Mijnheer de Ambassadeur, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

(w.g.) WAHLEN

*Zijner Excellentie**De Heer Léon Savelberg,**Ambassadeur van het Koninkrijk
der Nederlanden in Zwitserland,**Bern*D. GOEDKEURING

De in de brieven vervatte overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens van 15 juni 1965 af voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de in de brieven vervatte overeenkomst zijn ingevolge artikel 9 op 15 juni 1964 in werking getreden voor de tijd van één jaar. Indien de overeenkomst niet één maand voor het verstrijken van deze periode wordt opgezegd, zal zij voor onbepaalde tijd worden verlengd.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de overeenkomst alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van de op 11 april 1960 te Brussel gesloten Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groot-hertogdom Luxemburg inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in de tweede alinea van de brief der Beneluxlanden, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1960, 40. Zie ook *Trb.* 1960, 102.

Van het op 28 juli 1951 te Genève gesloten Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, naar welk Verdrag wordt verwezen in de vierde alinea van de brief der Beneluxlanden en in de artikelen 2 en 4, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 131. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1964, 14.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, genoemd in de vierde alinea van de nota der Beneluxlanden, is opgericht bij het op 16 april 1948 te Parijs gesloten Verdrag nopens Europese Economische Samenwerking. Tekst en vertaling van dat Verdrag zijn geplaatst in *Stb.* I 484. Zie ook *Trb.* 1962, 26.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking en Ontwikkeling, genoemd in de vierde alinea van de nota der Beneluxlanden, is opgericht bij een op 14 december 1960 te Parijs gesloten Verdrag. De tekst van dat Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1961, 42. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1962, 28.

Op 14 mei 1964 werden te Bern eveneens brieven gewisseld tussen de Regeringen van de Beneluxlanden enerzijds, en de Zwitserse Bondsraad anderzijds, inzake het reisverkeer van vluchtelingen. De tekst van deze brieven is geplaatst in *Trb.* 1964, 120.

Uitgegeven de eerste september 1964.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

V. G. M. MARIJNEN.